





ble pépinière de professeurs des plus remarquables.

Le crédit affecté à l'Ecole des hautes études est adopté à une immense majorité.

Sur le chapitre 10 : Institut de France, 667,200 fr., M. le comte Joubert fait un discours que, selon le mot de M. Buisson, il aurait dû réserver pour ses collègues de l'Institut. Dans ce discours, il s'agit tout à tour des libertés, des traditions, des règlements de la docte compagnie ; il s'agit encore d'une loi nouvelle qui établirait l'Institut et l'Assemblée nationale des communications publiques, etc. Tout cela, au milieu d'une discussion de budget qui marche à la vapeur pour échapper à de nouveaux douzièmes provisoires !

Les chapitres : Académie de médecine, Collège de France, Muséum d'histoire naturelle, établissements astronomiques, enseignement des langues orientales, bibliothèque et musée d'Alger, sur lesquels l'éminent M. Raudot propose en vain des réductions qui varient du quart au cinquième des crédits ordinaires, sont adoptés sans discussion.

Il est en même temps des chapitres : Ecole des Chartes, Ecole d'Athènes, Bibliothèque nationale, Service des bibliothèques publiques, Sociétés savantes, Journal des savants, Souscriptions scientifiques et littéraires, etc.

Au chapitre 20 : Lycées et collèges communaux, 1,150,000 fr., M. Keller demande une augmentation de 500,000 fr. pour la création d'un lycée destiné à la jeunesse alsacienne qui désire continuer ses études en France.

M. le ministre de l'instruction publique fait observer que cette somme de 500,000 fr. ne suffirait pas à la création d'un lycée, mais que cette entreprise exigerait un crédit d'au moins 800,000 fr. M. le ministre ajoute qu'il s'en rapporte à la sagesse de l'Assemblée.

L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.

Au chapitre 33 : instruction primaire, dépenses facultatives, 3,940,000 fr. — M. Pascal Duprat propose d'ajouter une somme de 500,000 francs, destinée à être distribuée à titre de gratification aux instituteurs qui ouvriraient des cours d'adultes tant pour les jeunes gens qui auraient passé par l'école primaire que pour ceux qui seraient restés étrangers à toute culture.

Cet amendement, mis aux voix, est repoussé par 355 voix contre 264.

Sur ce même chapitre 33, MM. de Lacroix, Naquet et Schœlcher proposent un amendement ainsi conçu :

« A la date du 25 mars 1872, le traitement des instituteurs adjoints sera augmenté de 50 francs dans les communes où la population n'excède pas 5,000 âmes. » Cet amendement est rejeté.

Le budget de l'instruction publique est voté. A demain le budget des beaux-arts.

Au moment où la séance va finir, M. le marquis de Castellane monte à la tribune et dépose une proposition de loi électorale relative à la formation de la Chambre des députés. Cette proposition est renvoyée à la commission d'initiative parlementaire.

## Une Lettre de Napoléon III

M. le duc de Gramont vient de publier sous ce titre : *La France et la Prusse avant la guerre*, un livre des plus intéressants, propre à redresser certaines opinions erronées sur les causes premières de la guerre et sur les négociations qui l'ont rendue fatale.

En attendant que nous puissions examiner ce livre avec l'attention qu'il mérite, nous mettons sous les yeux de nos lecteurs la lettre suivante de Napoléon III, un des nombreux documents inédits que renferme ce livre :

Palais de Saint-Cloud, le 12 juillet 1870.

Mon cher duc, en réfléchissant à nos conversations d'aujourd'hui, et en relisant la dépêche du prince Antoine, je vois qu'il faut se borner à accentuer davantage la dépêche que vous avez dû envoyer à Benedetti en faisant ressortir les points suivants :

1° Nous avons eu affaire à la Prusse et non à l'Espagne ;

2° La dépêche du prince Antoine adressée à Prim est un document non officiel pour nous, que personne n'a été chargé de nous communiquer ;

3° Le prince Léopold a accepté la candidature au trône d'Espagne, et c'est le père qui renonce ;

4° Il faut donc que Benedetti insiste, comme il en a l'ordre, pour avoir une réponse catégorique par laquelle le roi s'engageait, pour l'avenir, à ne pas permettre au prince Léopold (qui n'est pas engagé) de suivre l'exemple de son frère, et de partir un beau jour pour l'Espagne ;

Le Temps envisage les conséquences possibles de la dénonciation du traité de commerce. L'Angleterre n'est pas le seul pays

5° Tant que nous n'aurons pas une communication officielle d'Emmanuel, nous ne sommes pas censés avoir eu de réponses à nos justes demandes ;

6° Tant que nous n'aurons pas cette réponse, nous continuerons nos armements ;

7° Il est donc impossible de faire une communication aux Chambres avant d'être mieux renseignés.

Recevez, mon cher duc, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

## REVUE DES JOURNAUX

La Presse discute, comme l'a fait hier la Liberté, les bruits d'alliance entre la Prusse et l'Italie, dont certains journaux allemands, le *Wanderer* et la *Gazette de Spener*, ont été les propagateurs actifs. Les conclusions du journal inspiré par M. de La Guéronnière ne diffèrent pas des nôtres. Il signale le système d'accroissement territorial et maritime par lequel la pensée ambitieuse de M. de Bismarck essaiera forcément de se réaliser. Comme nous, il voit bien l'intérêt qu'a eu l'Italie à concourir, comme auxiliaire, au premier acte de ce drame gigantesque ; mais le rapprochement de l'Allemagne et de l'Italie lui paraît bien moins naturel dans l'avenir que dans le passé. Que la Russie, puissance septentrionale, favorise le développement de l'unité germanique, qui est l'avant-courreur de son influence et de sa civilisation, la chose est naturelle ; pour l'Italie, puissance méridionale, de race latine, ses destinées et ses intérêts sont tout autres.

Après avoir constaté les manifestations faites dans le sens d'une alliance de l'autre côté du Rhin, la Presse conclut ainsi :

« En présence de telles manifestations quel est le devoir indiqué de la France ? Il ne saurait être que celui de la prudence et de la modération. La France n'a pas à s'inquiéter des symptômes qui sont dans l'ordre naturel des choses. Elle n'a qu'à s'abstenir scrupuleusement des ombrages qui ne conviennent pas aux peuples forts, et qui, à plus forte raison, ne conviennent pas aux nations éprouvées. Pour ces nations, pour la France après 1870, comme pour la Russie après 1855 et pour l'Autriche après 1859, il n'est de ressource solide que dans l'union à l'intérieur, et à l'extérieur dans la réserve et dans la dignité. Ce serait suspecter sans motif l'Allemagne, ce serait faire injure surtout à l'Italie, qui ne saurait avoir oublié Magenta et Solferino, que de considérer a priori comme hostile, un rapprochement qui ne saurait menacer une nation qui, aujourd'hui plus que jamais, ne menace personne. »

Nous n'avons rien à ajouter à ces réflexions. L'article publié hier dans la Liberté à ce sujet, a préjugé cette grave question absolument dans le même sens.

Nous avons enregistré hier l'interprétation officielle donnée par la *Gazette de France* à l'évolution parlementaire qui vient de constituer entre la droite irréconciliable et le centre droit une sorte de compromis et de juste milieu, sous le nom de « droite modérée ».

Quand les partis sont réduits à l'impasse, et qu'il leur en coûte de l'avouer publiquement, ils essaient de se faire illusion à eux-mêmes pour faire, par ce moyen, illusion aux autres. Le parti monarchique en est là. Il évolue dans le vide, se laisse attribuer les intentions les plus contraires à ses principes et à ses convictions. Sous le nom de « droite modérée », on a pu croire qu'il allait prendre une attitude nouvelle. Il l'a cru peut-être lui-même ; mais les gens à principes du parti, comme les rédacteurs de l'Union se chargent de lui rappeler l'impossibilité de toute tentative qui s'éloigne par trop du drapeau blanc.

Parfois l'union est rendue impossible, dit l'Union, parce qu'on la subordonne à des commissions de fantaisie. L'union repose sur des principes certains, non sur des préférences d'opinion. L'union n'est possible que si la liberté des idées sur les choses d'application ; mais la liberté a une règle ; la liberté régie est précisément ce qui fait le caractère de la monarchie.

Nous aurions souhaité moins de groupes monarchiques ; dans la variété des subdivisions, la personnalité se fait jour aisément, et ce qui n'était qu'une nuance devient une séparation. C'est ce qu'on a vu plus d'une fois. En 1830, lorsque M. de Villèle avait dans ses mains une imposante majorité, il y eut aussi des groupes de droite, et ce grand ministre, qui dépassait de cent coudées tous les politiques que nous avons vus, et le malheur de laisser désigner sous le nom de points les députés du groupe extrême de la droite ; ce fut le point de départ d'une division qui devait aboutir, on le sait trop, à de fatales discordes. Les points d'adversaires sont les extrêmes d'aujourd'hui ; deux désignations également malheureuses, double signe d'altération dans les idées d'un parti dont le principe est l'unité.

Si l'on veut une comparaison pour peindre la comédie que jouent actuellement les fractions de la droite, qui ont voulu un moment opérer la fusion, il faudra modifier quelque peu la parole biblique, et dire : que ce sont deux montagnes ne pouvant aller l'une vers l'autre, et destinées à se regarder jusqu'à épuisement complet de leurs espérances mutuelles.

Le Temps envisage les conséquences possibles de la dénonciation du traité de commerce. L'Angleterre n'est pas le seul pays

qui agit avec nous des relations commerciales réglées par des traités. Il y en a d'autres, il faut y songer.

Que feront ces pays de leur liberté ? demande le Temps. Evidemment, l'emploi qui leur paraîtra le plus avantageux à leurs propres intérêts, dusent les nôtres en souffrir. L'intérêt à pour principe : « Chacun pour soi » ; les pays qui n'ont aucun engagement envers nous n'auront donc pas Malheur, commercial.

Le d'Alger, il est vrai, nous promet de ne point exercer de représailles, de maintenir son tarif au même taux qu'avant la dénonciation du traité. Elle dit avec raison que, si nous établissons de mauvais impôts, ce n'est pas une raison pour qu'elle en fasse autant ; mais c'est là l'opinion du jour. Quelle sera l'opinion du lendemain ?

Ce sont là des considérations qu'il ne faut pas perdre de vue. Comme le dit le Temps : « La prudence recommande de se méfier des représailles. »

## TRAVAUX PARLEMENTAIRES

### TRAITÉ POSTAL AVEC L'ALLEMAGNE

La commission chargée de l'examen du récent traité postal avec l'Allemagne conclut à son adoption ; il paraît toutefois que la majorité répugne visiblement à adhérer à cette convention qui, dit-on, fera perdre chaque année 1 million 800 mille francs.

Les dispositions principales du traité sont les suivantes :

**Lettres ordinaires.** — En France, pour toute lettre simple de destination de l'Allemagne, la taxe sera de 40 c. par 10 grammes, en cas d'affranchissement, et de 60 c. également par 10 grammes, en cas de non-affranchissement.

En Allemagne, pour toute lettre de destination de la France, la taxe sera de 37 c. 1/2 (3 gros) par 10 grammes, en cas d'affranchissement, et de 53 c. 1/2 (5 gros), également par 10 grammes, en cas de non-affranchissement.

Chaque office gèrera pour soi la totalité de la taxe perçue au départ, si la lettre est affranchie, et à l'arrivée, si la lettre est non affranchie.

**Valeurs déclarées, lettres recommandées.** — La taxe des lettres portant déclaration de valeurs composera :

1° De la taxe d'affranchissement ordinaire, 40 c. par port simple ;

2° Du droit de recommandation de 25 c. ;

3° Du droit de 20 c. par 100 fr.

**Journaux, livres, etc.** — Voici les conditions d'envoi des journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, papier de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers :

Taxe : 10 cent. en France par 50 grammes ou fraction de 50 grammes, et à 3/4 de gros en Allemagne.

L'affranchissement est obligatoire au départ, et chaque office gèrera, sans compte, les sommes perçues sur son territoire. Il y a cependant, en ce qui concerne les journaux, une exception à ce principe.

**Echantillons.** — La taxe des échantillons, papiers de commerce ou d'affaires, épreuves imprimées portant des corrections à la main, manuscrits, seruit de 40 c. en France, 3 gros en Allemagne, jusqu'à 50 grammes, avec surtaxe de 10 c. en France et de 3/4 de gros en Allemagne par chaque 50 grammes ou fraction de 50 grammes en sus.

## Les Militaires libérables en 1872

Le ministre de la guerre a adressé la circulaire suivante à tous les généraux commandant les divisions actives ou territoriales :

Messieurs, j'ai décidé que tous les militaires libérables en 1872 seraient versés dans la réserve.

Sont exceptés de cette mesure :

1° Les engagés volontaires ou les rengagés qui ne désirent pas retourner dans leurs foyers ;

2° Les militaires qui contracteront des rengagements ou qui, se trouvant dans leurs dix derniers mois de service, demanderont à traiter provisoirement pour remplacer ;

3° Les militaires proposés pour la retraite ;

4° Les militaires des compagnies de fusiliers ou de pionniers de discipline et des bataillons d'infanterie légère d'Afrique, qui ont été envoyés dans ces corps par mesure disciplinaire ou à la suite de condamnations ;

Sous aucun prétexte, les hommes qui voudraient demeurer sous les drapeaux pour remplacer ne devront être conservés à leurs corps, s'ils ne sont pas dans les dix derniers mois de leur service.

Les sous-officiers, caporaux, brigadiers, tambours et soldats de première classe ne seront remplacés dans leurs grades ou emplois qu'autant qu'ils exigeront les besoins du service, et que l'effectif réglementaire ne sera pas dépassé.

Les militaires étrangers aux départements de la Seine et de Seine-et-Oise, qui demanderaient à résider dans l'un ou l'autre de ces départements, n'en obtiendront l'autorisation qu'autant qu'ils y auront leur famille établie ou qu'ils justifieront d'une profession de nature à assurer leur existence. Je n'ai pas besoin d'insister sur la nécessité de se conformer à cette prescription.

Les conseils d'administration des corps auront soin d'envoyer sans délai les feuilles matricules des militaires passés dans la réserve aux commandants des dépôts de recrutement des départements où ces hommes se sont enrôlés.

Les militaires qui font l'objet de la présente circulaire pourront, suivant l'usage, être directement autorisés à se marier par les généraux commandant les divisions territoriales.

Le ministre de la guerre, De Cussy.

## CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

La Gironde rapporte, sous toutes réserves, le bruit du départ pour Versailles de M. Ferdinand Duval, préfet de Bordeaux, qui reculerait probablement la succession administrative de M. Cochon.

La Gironde ajoute qu'on parle de M. Steenackers pour la préfecture de la Gironde et de M. Delucot pour la préfecture de l'Aude, en remplacement de M. Oustry, appelé à Alger.

Le Petit lyonnais annonce qu'un avocat du barreau de Lyon vient de partir pour Versailles, où il doit présenter, devant le 3<sup>e</sup> conseil de guerre, la défense d'Amoureux, lequel comparaitra probablement le 22 mars.

On sait qu'Amoureux a déjà été condamné deux fois à la déportation dans une enceinte fortifiée, à Lyon et à Riom. Il encourt aujourd'hui la peine capitale.

Le ministre de la guerre avait reçu un extrait d'une récente délibération du conseil général de la Somme, exprimant le vœu de voir supprimer la citadelle d'Amiens. Cet extrait était accompagné d'une délibération du conseil municipal d'Amiens et d'une pétition d'un grand nombre d'habitants de cette ville, tendant au même but.

Dans une lettre adressée au préfet de la Somme, le ministre de la guerre a répondu qu, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1851, une mesure de l'importance de celle dont il s'agit ne peut être ordonnée qu'après l'avis d'une commission de défense en vertu d'une loi.

Le ministre conclut en disant qu'il doit réserver la question pour la soumettre, « s'il y a lieu », à la commission qui pourra être chargée de l'étude de la réorganisation de la défense du territoire.

Après demain 22 mars est le jour de la fête de l'empereur roi Guillaume. Les troupes de l'armée d'occupation vont naturellement le célébrer.

A ce propos, la lettre suivante a été adressée à notre commissaire extraordinaire près le quartier général prussien à Nancy :

Nancy, 14 mars 1872.

Monsieur le comte, — le 22 de ce mois l'armée allemande célébrera la fête de l'empereur. Je crois utile de vous communiquer les différents points dont se composera cette fête militaire.

Dans toutes les garnisons les troupes auront une revue et un service religieux. Partout où se trouve de l'artillerie, 101 coups de canon seront tirés ; — les feux d'artifice et les illuminations ne sont pas permis ; les troupes auront des banquets là où ce sera possible ; il en sera de même des officiers. Les ordres nécessaires seront donnés pour limiter cette fête autant que possible à l'intérieur des casernes afin d'éviter le contact des soldats et de la population, surtout le soir.

Veillez agréer, etc.

Signé : V. DE BURE, chef d'état-major.

Aussi tôt après avoir reçu communication de cette lettre, le maire de Charleville a fait publier l'avis ci-après :

L'administration municipale de Charleville est persuadée que la population de cette ville donnera à cette occasion, par le calme et la dignité de son attitude, une nouvelle preuve de ses sentiments d'ordre et de patriotisme.

Pour prévenir toute cause de trouble et de désordre, les cafés et établissements publics seront fermés le 22 mars, à neuf heures du soir.

Les dames alsaciennes poursuivent leur œuvre généreuse et patriotique en faveur de la libération du territoire français.

Il y a quelques jours, nous enregistrons l'envoi d'une somme de 2,803 francs, accompagnée d'une lettre au président de la République. Le lendemain, c'était le petit village de Druening, sur la route de Phalsbourg à Sarreguemines, qui faisait porter par un exprès, au comité de Nancy, la somme de 1,315 francs.

Aujourd'hui, ce sont les dames de Bouxwiller (Bas-Rhin) qui envoient au président de la République 2,720 francs avec une lettre qui se termine ainsi :

« Aux vœux ardents que nous formons pour la prompte délivrance de ce cher sol français, nous osons ajouter l'espoir que, pour nous aussi, auront encore des jours meilleurs. »

Les sous-officiers, caporaux, brigadiers, tambours et soldats de première classe ne seront remplacés dans leurs grades ou emplois qu'autant qu'ils exigeront les besoins du service, et que l'effectif réglementaire ne sera pas dépassé.

Les militaires étrangers aux départements de la Seine et de Seine-et-Oise, qui demanderaient à résider dans l'un ou l'autre de ces départements, n'en obtiendront l'autorisation qu'autant qu'ils y auront leur famille établie ou qu'ils justifieront d'une profession de nature à assurer leur existence. Je n'ai pas besoin d'insister sur la nécessité de se conformer à cette prescription.

Les conseils d'administration des corps auront soin d'envoyer sans délai les feuilles matricules des militaires passés dans la réserve aux commandants des dépôts de recrutement des départements où ces hommes se sont enrôlés.

Les militaires qui font l'objet de la présente circulaire pourront, suivant l'usage, être directement autorisés à se marier par les généraux commandant les divisions territoriales.

Le ministre de la guerre, De Cussy.

Le Temps envisage les conséquences possibles de la dénonciation du traité de commerce. L'Angleterre n'est pas le seul pays

qui agit avec nous des relations commerciales réglées par des traités. Il y en a d'autres, il faut y songer.

Que feront ces pays de leur liberté ? demande le Temps. Evidemment, l'emploi qui leur paraîtra le plus avantageux à leurs propres intérêts, dusent les nôtres en souffrir. L'intérêt à pour principe : « Chacun pour soi » ; les pays qui n'ont aucun engagement envers nous n'auront donc pas Malheur, commercial.

Le d'Alger, il est vrai, nous promet de ne point exercer de représailles, de maintenir son tarif au même taux qu'avant la dénonciation du traité. Elle dit avec raison que, si nous établissons de mauvais impôts, ce n'est pas une raison pour qu'elle en fasse autant ; mais c'est là l'opinion du jour. Quelle sera l'opinion du lendemain ?

Ce sont là des considérations qu'il ne faut pas perdre de vue. Comme le dit le Temps : « La prudence recommande de se méfier des représailles. »

La commission chargée de l'examen du récent traité postal avec l'Allemagne conclut à son adoption ; il paraît toutefois que la majorité répugne visiblement à adhérer à cette convention qui, dit-on, fera perdre chaque année 1 million 800 mille francs.

Les dispositions principales du traité sont les suivantes :

**Lettres ordinaires.** — En France, pour toute lettre simple de destination de l'Allemagne, la taxe sera de 40 c. par 10 grammes, en cas d'affranchissement, et de 60 c. également par 10 grammes, en cas de non-affranchissement.

En Allemagne, pour toute lettre de destination de la France, la taxe sera de 37 c. 1/2 (3 gros) par 10 grammes, en cas d'affranchissement, et de 53 c. 1/2 (5 gros), également par 10 grammes, en cas de non-affranchissement.

Chaque office gèrera pour soi la totalité de la taxe perçue au départ, si la lettre est affranchie, et à l'arrivée, si la lettre est non affranchie.

**Valeurs déclarées, lettres recommandées.** — La taxe des lettres portant déclaration de valeurs composera :

1° De la taxe d'affranchissement ordinaire, 40 c. par port simple ;

2° Du droit de recommandation de 25 c. ;

3° Du droit de 20 c. par 100 fr.

**Journaux, livres, etc.** — Voici les conditions d'envoi des journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, papier de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers :

Taxe : 10 cent. en France par 50 grammes ou fraction de 50 grammes, et à 3/4 de gros en Allemagne.

L'affranchissement est obligatoire au départ, et chaque office gèrera, sans compte, les sommes perçues sur son territoire. Il y a cependant, en ce qui concerne les journaux, une exception à ce principe.

**Echantillons.** — La taxe des échantillons, papiers de commerce ou d'affaires, épreuves imprimées portant des corrections à la main, manuscrits, seruit de 40 c. en France, 3 gros en Allemagne, jusqu'à 50 grammes, avec surtaxe de 10 c. en France et de 3/4 de gros en Allemagne par chaque 50 grammes ou fraction de 50 grammes en sus.

**Journaux, livres, etc.** — Voici les conditions d'envoi des journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, papier de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers :

Taxe : 10 cent. en France par 50 grammes ou fraction de 50 grammes, et à 3/4 de gros en Allemagne.

munards, qui sont ici au nombre de plus de cinq mille. La Liberté et presque tous les journaux de Paris ont annoncé que le premier anniversaire du 18 mars. Le fait est absolument faux ; c'est un de ces nombreux canards lancés par la presse anglaise que nous avons à Paris la naïveté d'avaler. Il n'y a jamais été question de banquet, et pour une excellente raison : les cinquantièmes des réfugiés sont dans la misère la plus complète et n'auraient pas de quoi payer la cotisation. En outre, la discorde règne au camp d'Agramant, et on ne serait jamais parvenu à s'entendre.

Il y a à Londres autant de sectes commanditaires qu'il y a de sectes protestantes dans toute l'Europe. La plus nombreuse est l'Internationale, à la tête de laquelle se trouve Longuet et qui répudie toute solidarité avec les hommes du 18 mars. L'Internationale, dont le siège est à Londres depuis fort longtemps déjà, s'est grossie d'une foule de réfugiés ; mais le plus grand nombre de ses adhérents sont Anglais ou Irlandais. Ensuite, viennent les fédéralistes qui partagent les idées de Lefrançais, leur chef de file.

Un membre de la Commune, Dupont, qui était, je crois, délégué à l'agriculture, commande un autre groupe très nombreux, exclusivement composé d'anciens officiers ou de gardes des bataillons excentriques. Il y a encore beaucoup d'autres dissidences qu'il serait trop long de vous énumérer. Maintenant, ne me demandez pas de vous exposer les idées, de vous développer les théories, de vous communiquer le programme de chacune de ces sectes. Ce serait par trop exiger, et je vous avoue que je serais fort embarrassé. Tout ce que je peux vous dire, c'est que toutes sont d'accord sur un point, — la haine qu'elles portent à la bourgeoisie, et les représailles le jour du triomphe.

Elles se préparent pour la revanche, elles s'organisent pour la victoire, et les chefs fâchent de leur inculquer l'esprit de discipline qui a manqué dans les révolutions précédentes. A la bourgeoisie de se tenir en garde ; qu'elle veille avec soin, si elle ne veut pas être surprise, car elle peut s'attendre à être attaquée à la prochaine occasion.

Donc, comme je vous le disais en commençant cette lettre, il n'y aura pas de banquet pour fêter l'anniversaire du 18 mars. En revanche, demain soir à huit heures, deux meetings auront lieu. L'un se tiendra à New-Hall of Science, 142, Old street, dans City road. Il sera composé des adeptes de Dupont et de la section fédéraliste. Ce meeting, purement français, sera probablement sans intérêt.

L'autre, qui se tiendra à Saint-Georges hall, dans Regent's street, sera composé de tous les adhérents de l'Internationale et très probablement présidé par le docteur Marx. Une vingtaine d'orateurs doivent prendre la parole. On y fera l'histoire de la révolution du 18 mars et on recherchera les causes de la chute de la Commune. J'ignore encore quel est l'orateur chargé de cette étude. Des discours seront prononcés en anglais et en allemand, ensuite on protestera contre la nouvelle loi sur l'Internationale votée par l'Assemblée de Versailles.

Comme je n'ai pas le don d'ubiquité, il me sera impossible d'assister à ces deux meetings, qui auront lieu simultanément. J'ai au second, qui me fait l'effet de devoir être le plus intéressant, mais je tâcherai de me procurer des renseignements sur tout ce qui se fera et se dira à New Hall of Science, afin de pouvoir vous en adresser un compte-rendu.

Le citoyen Vermeersch, qui, comme vous le savez, est brouillé avec ses anciens amis et est tenu à l'écart par les hommes du 18 mars, proteste, dans son journal, contre toute idée de meeting. Le moment lui semble mal choisi, et il ne voit là-dessus que matière, pour certains gens, à mettre en avant leur personnalité et à se faire de la réclame.

Pour cette fois, le citoyen Vermeersch a raison, et les réfugiés du 18 mars feraient bien d'écouter ses conseils et de rester chez eux demain soir.

Je ne puis résister au désir de citer les dernières lignes de l'article de Vermeersch. Vous verrez qu'il n'est pas tendre pour ses compatriotes :

« Pour moi, je le déclare, je n'assisterai à aucun de ces meetings. L'heure n'est point venue, ce me semble, alors que le sang n'est point encore lavé sur les pavés, lorsque les pontons, sont encore pleins, lorsque les prisons regorgent toujours, lorsque dix-huit condamnés à mort attendent à Versailles le peloton d'exécution ; l'heure, dis-je, ne me semble pas venue de recommencer ces comédies misérables, où les premiers rôles sont tenus par d'impitoyables vanités et où la facile bêtise de la masse joue les comparses, et d'aller, lorsque l'armée de la révolution n'est plus, faire de la réclame à des individualités qui veulent être toujours. »

Qu'en pensez-vous ? Cette petite tartine est-elle assez aigre ? Je me demande comment la trouveront les orateurs qui prendront la parole demain soir.

Puisque je vous ai parlé de Vermeersch, laissez-moi encore ajouter quelques mots sur son compte. Il n'est pas exact, ainsi que l'ont

Mo voici donc arrivé à New-Hall-of-Science, située, comme vous le savez, dans Old Street, quartier de Road-City. Il est huit heures et demie, la séance n'est pas commencée, j'ai le temps d'examiner les lieux tout à loisir. New-Hall-of-Science est une salle carrée peinte en gris, qui peut contenir tout au plus de huit cents à mille personnes. Il n'y a qu'une seule tribune, dont le compartiment qui fait face au bureau est réservé pour les membres de l'association. Cette salle est la propriété d'une société, qui y donne des conférences aux ouvriers.

Le bureau, ou plutôt la tribune est très élevée, et permet aux orateurs ou aux conférenciers de dominer tout leur public.

A neuf heures la séance est ouverte. Le citoyen Dupont, ex-membre de l'ex-Commune de Paris, occupe le fauteuil de la présidence. A sa gauche se trouve un jeune homme chargé de traduire en anglais toutes les paroles du président et les discours des orateurs.

Un citoyen, qu'on me dit être un ancien officier d'état-major de la Commune, apporte une guenille en soie, qui antrefois fut rouge, accrochée au bout d'un bâton. Il la plante, ou plutôt il l'attache en face du président, aux acclamations des assistants. Cependant, c'est à peine si la salle est à moitié pleine, et les Anglais sont en majorité. Cinq ou six femmes tout au plus ; et parmi elles je ne remarque qu'une seule Française.

Les réfugiés sont faciles à reconnaître ; presque tous sont couverts de vêtements sor-

ce qui est changement dans sa vie. Un premier bal, une première toilette mondaine n'eût pas plus impressionnée. Elle avait, comme toutes ses compagnes, fait mille rêves brillants à propos de ce grand inconnu qui allait s'ouvrir pour elle et qui faisait battre son cœur : le monde ! C'était, après le cloître et après la toilette sombre et modeste de l'écolière, la liberté si ardemment désirée, tous les espoirs, toutes les séductions qui se présentent à l'imagination d'une jeune fille de seize ans, lorsqu'elle est belle, qu'elle a un grand nom et un père millionnaire, c'est-à-dire l'or, la soie, les diamants, les velours, les dentelles à profusion, les fêtes, les bals, les enivrenements, les enthousiasmes, les succès, les louanges ; savoir qu'on est jeune, qu'on est riche, qu'on est belle, qu'on est aimée et se l'entendre dire ; toutes les séductions de la vie, en un mot.

On annonça M. le comte de Pardaill



# Ayuntamiento de Madrid



maît le paiement de fournitures de bijoux faites à la reine d'Espagne, pour le mariage de la princesse Girgenti, sa fille, et dont la livraison avait eu lieu à Paris par partie, et à Madrid. Le montant de la facture s'élevait primitivement à 160,000 francs, sur lesquels un acompte de 15,000 francs avait été versé. Il ne s'agissait pas des diamants de la couronne, mais de parures achetées pour le compte particulier des illustres clientes.

L'avocat de la reine d'Espagne et de don François d'Assises déclina la compétence du tribunal.

Mais, sur les conclusions conformes du ministère public, le tribunal s'est déclaré compétent et a ordonné qu'il serait plaidé à quinzaine sur le fond.

#### TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE (Par voie télégraphique.)

#### AFFAIRE DES MARCHÉS

Lille, 19 mars, soir.

Aujourd'hui a été appelée à l'audience du tribunal correctionnel l'affaire relative aux marchés conclus dans le Nord à l'occasion de la guerre de 1870-71.

Le sieur Meunier-Sterlin est prévenu de fraude sur la qualité de fournitures livrées par lui et comprenant 2,000 vareuses et autant de pantalons, 67,900 paires de souliers, 50,000 paires de gêtres en cuir et 9,700 toiles de paillasses. Sa femme est prévenue de complicité dans cette fraude.

Les sieurs Lober, ancien chef de division à la préfecture; Houzel, officier d'administration et François Thouré, ouvrier chef, sont également poursuivis comme complices.

Les cinq prévenus susnommés ont comparu.

Trois fournisseurs anglais, également inculpés, ont fait défaut.

L'avocat de M. et de M<sup>me</sup> Meunier-Sterlin a décliné la compétence du tribunal. Ces conclusions ont été combattues par le ministère public et repoussées par le tribunal.

#### ECHOS DE PARTOUT

Un très grand nombre de curieux ont visité hier l'exposition des œuvres de Regnaud.

Citons, parmi eux, le duc de Nemours, dont la visite a duré deux heures environ.

Un détail généralement inconnu, à propos de l'exécution de Prêau de Wedel : Quatre des hommes du peloton d'exécution sont chargés de viser à la tête, quatre au milieu de la poitrine et quatre au cœur.

Le condamné a reçu hier matin trois balles dans la tête, quatre au cœur, deux dans la poitrine et une dans l'épaule.

Son dos était percé à jour comme un criblé.

Un prochain mariage dans le high-life : M. le comte Hervé de Semailson épouse M<sup>lle</sup> de Chabrol.

M. de Semailson est un arrière petit-fils d'un chancelier de France sous Louis XVIII et Charles X. Sa mère, M<sup>me</sup> de Choiseul, est fille de l'ancien aide-de-camp du duc de Berry.

M. le duc d'Anjou reçoit ce soir tous les princes d'Orléans à dîner.

Le dîner sera suivi d'une réception, à laquelle assisteront toutes les notabilités du parti orléaniste.

La Princesse Georges, d'Alexandre Dumas fils, se joue maintenant au Caire, sur le théâtre du vice-roi, où elle obtient un très grand succès. Parmi les artistes chargés de l'interprétation, il faut mentionner M<sup>lle</sup> Samary, du Gymnase, qui a créé le rôle de Séverine avec une très grande distinction.

On voit en ce moment, dans la devanture d'un brocanteur des Batignolles, un bout de cigare surmonté de cette inscription :

CIGARE QUE FUMAIT FERRÉ  
au moment de son exécution  
QUARANTE FRANCS

Le bout de cigare en question vient d'un millaire; il est fumé aux trois quarts environ.

Il n'est question en ce moment que d'une histoire très scandaleuse que voici. On comprendra que nous ne nomions personne.

Un journaliste était l'amant d'une artiste dont le mari porte un nom très connu. Il y a huit jours, il fut surpris par le mari, qui voulut brûler la cervelle à sa femme. Notre confrère se précipita sur lui et lui arracha le pistolet.

M<sup>me</sup> X... affolée, courut chez sa mère, qui refusa de la recevoir.

Quant au mari, il vient de partir pour un long voyage. Les choses en sont là. Si nous enregistrons ces faits, qui ne sont malheureusement que trop communs, c'est que les noms des acteurs de ce petit drame sont des plus connus.

C'est aujourd'hui mercredi et demain jeudi, qu'aura lieu à l'hôtel des ventes, rue Drouot, la vente des œuvres du peintre Dubouloz, mort pendant la guerre.

Cet artiste, connu pour de charmants tableaux de genre, et qui, dans ses dernières années, rappelait tout à fait la manière de Boucher, laisse de fort beaux dessins.

Il y aura certainement foule, car Dubouloz avait toujours rencontré autant de sympathie comme homme de cœur que comme artiste.

Le prince impérial a reçu, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, un encrier et un bureau magnifiques qui lui ont été envoyés d'un groupe de négociants parisiens.

Il y aura samedi prochain, à l'hôtel Vaux-Hall, à l'occasion du carnaval israélite, un grand bal de nuit, paré, masqué et travesti sous la direction de M. Lévy père.

L'affiche du jour donnera le programme de cette fête.

Le jeune Pierre T... un des habitués de l'Opéra, est si joli garçon, qu'il a mis le feu dans tous les cœurs des ballerines.

Ses amis prétendent qu'il rôtit le ballet.

DON SCAVATTO.

Une réunion préparatoire des membres de la Société des gens de lettres, pour les élections du président et du comité, aura lieu vendredi soir, à neuf heures, chez M. Drabant, 32, boulevard Poissonnière.

#### LES THÉÂTRES

C'est aujourd'hui que la Chambre va discuter la question des subventions théâtrales. Les bruits les plus contradictoires circulent à ce sujet.

Les uns prétendent que les subventions seraient toutes supprimées, ce qui entraînerait la fermeture immédiate de l'Opéra, de l'Opéra-Comique et des Français.

D'autres, au contraire, affirment que la somme allouée à l'Opéra serait augmentée de 200,000 francs, et que celle de l'Opéra-Comique serait portée au chiffre de 240,000 francs. Nous souhaitons vivement que ces derniers aient raison.

On sait, en effet, que M. Halanzier menace de se retirer — ce qui évidemment amènerait la fermeture immédiate du théâtre — si la subvention de l'Opéra n'est pas augmentée.

A l'Opéra-Comique, les directeurs attendent, pour renouveler le traité avec la Société des auteurs, que la Chambre ait fixé le subsidie qui leur sera alloué. Si l'amendement de M<sup>me</sup> Lacretelle et Breslay, demandant que ce subsidie soit porté à 240,000 francs, n'est pas voté, nul doute que MM. de Loole et de Leuven ne refusent de signer un traité qui leur interdit les traductions, et les oblige à représenter douze actes inédits chaque année.

La décision que va prendre aujourd'hui l'Assemblée nationale intéresse donc l'art français au plus haut degré. C'est un arrêt de vie ou de mort qu'elle va prononcer.

Hier a eu lieu au Théâtre-Italien le début de la basse Baggiolo.

Il a obtenu un énorme succès; succès, hâtons-nous de le dire, parfaitement mérité. Voilà un véritable artiste, doué d'une belle voix, disant avec justesse, bien en scène et digne en tous points de la réputation qui l'avait précédé à Paris.

M<sup>me</sup> Penco a été aussi très vivement applaudie. Elle a particulièrement bien joué et chanté la scène du second acte, lorsque Lucrezia supplie le duc d'Este d'épargner la vie de Gennaro.

M. Verger nous avait réservé une surprise qui ne figurait pas sur l'affiche. C'est le ballet intercalé dans cette scène de la façon la plus inattendue.

On annonce comme devant avoir lieu dans quelques jours un grand concert, à la salle Herz, dans lequel se fera entendre M<sup>me</sup> Berlini, le concerto que le tout Paris élégant connaît.

Samedi prochain 23 mars, au théâtre Cluny, première représentation de : *Vers les saules*, idylle en un acte, de M. Albert Glagny; *Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte de M. George Richard; reprise de *Bruno le fleur*, et le *Bourgeois de Saardam*, avec Larochelle et George Richard dans les principaux rôles.

Samedi prochain 23 mars, au théâtre Cluny, première représentation de : *Vers les saules*, idylle en un acte, de M. Albert Glagny; *Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte de M. George Richard; reprise de *Bruno le fleur*, et le *Bourgeois de Saardam*, avec Larochelle et George Richard dans les principaux rôles.

Samedi prochain 23 mars, au théâtre Cluny, première représentation de : *Vers les saules*, idylle en un acte, de M. Albert Glagny; *Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte de M. George Richard; reprise de *Bruno le fleur*, et le *Bourgeois de Saardam*, avec Larochelle et George Richard dans les principaux rôles.

Samedi prochain 23 mars, au théâtre Cluny, première représentation de : *Vers les saules*, idylle en un acte, de M. Albert Glagny; *Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte de M. George Richard; reprise de *Bruno le fleur*, et le *Bourgeois de Saardam*, avec Larochelle et George Richard dans les principaux rôles.

Samedi prochain 23 mars, au théâtre Cluny, première représentation de : *Vers les saules*, idylle en un acte, de M. Albert Glagny; *Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte de M. George Richard; reprise de *Bruno le fleur*, et le *Bourgeois de Saardam*, avec Larochelle et George Richard dans les principaux rôles.

Samedi prochain 23 mars, au théâtre Cluny, première représentation de : *Vers les saules*, idylle en un acte, de M. Albert Glagny; *Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte de M. George Richard; reprise de *Bruno le fleur*, et le *Bourgeois de Saardam*, avec Larochelle et George Richard dans les principaux rôles.

Voici la distribution de la nouvelle pièce de M. Paul Maunul, en répétition au théâtre du Château d'Eau :

Henri Duhamel Taillade  
Etienne Duhamel Mercier  
Thérèse Duhamel Daubrun  
Juliette Elise Thomas  
Albertine Berthelot

Nous avons trouvé dans un livre fort curieux sur l'histoire de l'Opéra, la charmante lettre suivante, qu'écrivait Sophie Arnould à une de ses amies de province, à propos d'un incendie qui s'était déclaré aux Menus-Plaisirs de Sa Majesté, et avait brûlé une grande partie des costumes :

« Paris, 26 juin 1781.

« ... Cet affreux incendie a laissé presque nues les divinités de l'Opéra... »

« Le feu s'est communiqué aux magasins des costumes; et ce n'est pas sans miracle qu'on est parvenu à en sauver quelques-uns. La ceinture de Vénus est consumée, les Grâces n'ont plus de robes; le bonnet de Mercure, ses ailes et son caducée, néant! Depuis longtemps l'Amour n'avait rien à perdre à l'Opéra; aussi ne perd-il rien... L'égide de Pallas et la lyre d'Apollon sont en cendres... »

« Le char du Soleil et de la Nature, qui se tenait si gracieusement en l'air dans le très naturel prologue de *Tarare*, n'a pas été épargné, non plus que la quantité de linons qui drapaient de grosses ombres palpables, et dois-je ajouter, palpeuses... A quoi sert de médire? Je ne finirais pas, chère amie, si je vous contaït toutes nos pertes... »

« Mais on dit qu'avec de l'argent on répare tout! »

» SOPHIE. »

Comparez ce billet mythologique à celui d'un art d'aujourd'hui :

» Mon chéri vert,

« Si tu me signes ce soir chez ta portière, je te jure que je m'asphyxie sous tes fenêtres. »

» FLORENCE. »

On ne s'asphyxie pas jadis, soyez-en sûr!

On annonce pour le vendredi saint un grand concert spirituel au théâtre du Château.

Nous donnerons prochainement des détails sur cette intéressante soirée musicale.

Jenniss.

Opérations dentaires insensibles par l'OXYDE DE NATRUM, succès consacré par la Fac. de Méd., pièces dentaires les seules ayant obtenu une mention honorable du corps médical. Docteurs MARCUS et HERMAN ADLER, rue Meyerbeer, 4.

A LA DEMANDE GÉNÉRALE la distribution des violettes de Parme commencera

AU PRINTEMPS

rue du Havre, boulevard Haussmann et rue de Provence

Jeudi 21 Mars

#### SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

BANQUE DE CREDIT ET D'EMISSION (ANONYME)

Capital : 5,000,000 francs

Siège social : 57, rue Talbott, Paris

La Société bonifie l'intérêt sur les sommes versées en compte courant aux taux ci-après :

Chèques : dépôts à disponibilité... 3 05  
de 12 jours à 3 mois... 4 1/2  
de 3 mois à 6 mois... 5 1/2  
de 6 mois à un an... 6 0/0

Elle délivre des chèques sur ses succursales de : Agen, Aix, Amiens, Avignon, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Chambéry, Clermont-Ferrand, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Rouen, Saint-Etienne, Toulon, Toulouse et Versailles.

Elle délivre également, au taux le plus modéré, des traites à échéance déterminée sur toutes les villes de France et se charge, à des conditions exceptionnelles, du recouvrement des valeurs commerciales.

Elle fait gratuitement le service de caisse des dépôts et encaissements sans commission, pour leur compte, tous récépissés, factures, etc.

Le Président du Conseil d'administration, M. LEFEBVRE-DUPUY, G. O. \* Ancien Ministre du Commerce.

Maison CERP et MICHEL

Cache-miroirs des Indes et de France. Dentelles spécialisées de comestibles et de savons. Sur demande on expédie en province

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

CESSIONS DE PAYEMENTS

SYNDICAT

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics, MM. les créanciers de :

TORZET (Alfred), passementier à Paris, rue Lafayette, 44, le 25 courant, à 12 heures précises.

FONTEYNE (Louis-Henry-Fidèle), PRINET (Edouard-Louis), associés de fait pour l'exploitation d'un établissement de bains et entrepreneur de plomberie, demeurant à Levallois-Perret, rue Félix, 37 bis, le 25 courant à 2 heures précises.

HOCDE (Emile), sieur à la mécanique, demeurant à Paris, le 25 courant, à 12 heures précises.

MOREAU (Alexandre-Marin), tailleur à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 95, demeurant actuellement même ville, rue Oberkampf, 90, le 25 courant, à 11 heures précises.

ARCHER (Jacques), entrepreneur de vitrerie à Paris, rue Saint-Paul, 19, le 25 courant, à 11 heures précises.

LE NOIRY (Jean-Mathurin), marchand de lingeries à Paris, rue Tronchet, 18, le 25 courant, à 11 heures précises.

BOUNOL (Pierre-Auguste), serrurier à Paris, rue Domat, 6, le 25 courant, à 12 heures précises.

SAGAULT (Alfred-Joseph), marchand de vin et

logueur en garni, à Paris, rue Mouffetard, 66, le 25 courant, à 2 heures précises.

NATURAL (Victoire-Louise-Chambille), femme atourée de Louis-Sébastien Natural, ladite dame marchande de modes à Paris, boulevard des Capucines, 5, le 25 courant, à 12 heures précises.

SORBIN (Francis), tailleur pour dames à Paris, boulevard des Italiens, 25, le 25 courant, à 2 heures précises.

OLIVIER (Denis Francis), marchand de bois à Paris (La Villette), route d'Allemagne, 96, le 25 courant, à 11 heures précises.

ANTOINE (Edmond), commissionnaire en marchandises à Paris, rue de Chabrol, 12, le 25 courant, à 2 heures précises.

Société en nom collectif LESOBRE et CHAUVET, ayant pour objet le commerce de marchand tailleur, dont le siège est à Paris, rue Richelieu, 48, composée de : 1° Alfred Lesobre, demeurant à Paris, rue Louvois, 8; 2° Chauvet (Xavier), demeurant à Paris, rue du Helder, 18, le 25 courant, à 12 heures précises.

#### BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 20 mars 1872.

#### Céréales

Les avis de la province continuent à ne signaler que de la hausse. A notre Bourse, les détenteurs, ne voyant pas venir la demande, font de nouvelles concessions, mais sans succès : on n'achète pas. Les tentatives d'amélioration qui s'étaient produites il y a quelques jours se sont évanouies; nous voilà à nouveau dans le calme.

#### Farines de consommation

Sans changement.

Choix et marque D, 68 » à » — Eonnes marques, 66 » à 67 » — Sortes courantes et ordinaires, 64 » à 65 ».

#### Farines de commerce

La farine de commerce est faible, les offres restent nombreuses.

#### Farines huit marques

Dispon., 66 75. — Cour. du mois, 66 75. — Prochain, 67 » — à d'éché, 68 ».

#### Farines supérieures

Dispon., 66 » — Cour. du mois, 66 » — Prochain, 66 50. — à d'éché, 67 ».

#### Huiles

L'huile de colza a haussé, acheteurs à la cote. Disp., 104 75. — Cour. du mois, 104 75. — Prochain, 104 75. — Mai et juin, 108 » — Juillet et août, 98 » — à derniers, 97 ».

#### Huiles de lin

L'huile de lin reste faible.

Dispon., 96 75. — Courant du mois, 96 75. — Prochain, 97 » — à d'éché, 97 50. — à d'éché, 98 50.

#### Sucre

Demandes nulles, et par suite baisse.

#### COÛTE COMMERCIALE

88° saccharimétriques, 67 » à » — Livrables, 66 » à » — Blancs n° 3, 77 50 à » — Rafinés, suivant mérite, 150 » à 152 ».

#### L'Administrateur co-Gérant.

LOUIS GAL.

PARIS. — IMP. SERIERE ET O<sup>e</sup>, RUE MONTMARTRE, 123

#### VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

**TROIS MAISONS A PARIS (MONTMARTRE)**  
La première, rue Leprieux, 88, et rue Tholozé, 32. Revenu : 241 fr. — Mise à prix : 15,000 fr.  
La 2<sup>e</sup>, pass. Elysées-des-Beaux-Arts, avec GRAND TERRAIN : conten. : 610 m. — Mise à prix : 15,000 fr.  
La 3<sup>e</sup>, rue des Abbesses, 56, et rue Tholozé, 2 et 4. Conten. : 350 m. — Rev. : 6,381 fr. — Mise à p. : 15,000 fr.  
A adjudger à la ch. des notaires, le 16 avril 1872. S'adr. : à Paris, à M<sup>re</sup> Segond, not. r. de Provence, 44, et à M<sup>re</sup> Boissel, notaire, rue Saint-Lazare, 82, dépositaire du cahier d'enchères.

#### VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMIABLE

**BELLE FUTAIE** à vendre par de Thieux, de Mitty et Dumartin, 30 kil. de Paris, stations de Mitty et Dumartin, ligne de Soissons. — S'adresser à M. Mantois, rue Richelieu, 92.

#### VENTE A L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER

**COLLECTION DE D'ONS, D'AIX**  
Estampes anciennes, principalement des Ecoles italienne, française et hollandaise; livres à figures, lithographies.

Le lundi 26 mars 1872, et les quatre jours suivants, à 1 heure précise.

Exposition le dimanche 24 mars, de 1 h. à 5 h. M<sup>re</sup> Delbergue-Cormont, commissaire priseur, rue de Provence, 8; assisté de M. Clément, marchand d'estampes.

**TABLEAUX** par Bidault, Berlin, Brusalet, Palazzi, Courcier, etc., etc.

Gravures, albums, boîtes de couleurs, études. — Dessins par Fragonard, Gravelot, Huet, etc., etc.

Dont la VENTE aura lieu hôtel Drouot, salle 6. Le samedi 23 mars 1872, à 1 h. 1/2 précise.

M<sup>re</sup> Philippe Lechat, commissaire-priseur, 64, rue Saint-Lazare; assisté de M. Milhès, expert, 40, rue Fontaine.

Exposition avant la vente.

#### AVIS AUX ACTIONNAIRES

**E. LION** changeur, rue Lafayette, 60, Paris, achète les obligations de la SOCIÉTÉ HOULIÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES ASTURIENS.

#### ÉCHEANCE DES COUPONS

d'avril 1872, paiement immédiat sans commission des coupons Ottomans 1869, Khédives et Morgan, chez M. Langlois, 1, cité Bergère.

#### LA CAISSE DES PRETS SUR TITRES

8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8  
avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

#### CHEMIN DE FER SARAGOSSE A PAMPELUNE

Achat de bons complémentaires donnés aux porteurs d'obligations en paiement des coupons échus, chez E. Lion, changeur, 60, rue Lafayette. Achat et vente de titres cotés et non cotés.

#### SOCIÉTÉ DE CRÉDIT MOBILIER

(ANONYME)  
Capital social : 80 Millions

45, Place Vendôme, 15

La Société reçoit les versements en comptes de chèques à l'intérêt de 3 0/0.

La Société délivre en outre, pour toutes sommes, des récépissés à sept jours de vue, sur le montant desquels elle bonifie un intérêt de 4 0/0.

#### COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA VENDEE

Le coupon n° 6 sur les obligations sera payé à partir du mardi 2 avril 1872, au siège de la Compagnie, rue Lafayette, n° 13, de dix heures à quatre heures, à raison de 7 fr. 50 par obligation nominative; 7 fr. 24 par obligation au porteur (déduction faite de l'impôt).

#### LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

**M. VICTOR SEJOUR** publie dans l'OR-MARS, un grand roman : *Le Comte de Hénag*. Première partie : l'Or-gie sociale. — Deuxième partie : la Marche de Mac-Mahon. — Troisième partie : Paris et Versailles.

#### ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

FONDS de commerce, charges et industrie; pour acheter ou vend. S' à M. Liebbe, r. du 48<sup>e</sup> S. 8.

#### CHARBONS et BOIS à céder pour se retirer.

Vaste carrière de charbon, Loy. 4,500. Long bail. Aff. 350,000 fr; net 18,000 fr. Pr. 35,000 fr. MM. Estibal et C<sup>ie</sup>, 1, rue Montorgueil (pl. St-Eust.).

#### INDUSTRIE ET COMMERCE

**TAPIS** à vendre, environ 150 grands tapis pour 42 appartements : moquette, Aubusson, Nîmes, Beauvais, etc., de toutes nuances et de toutes dimensions, en très bon état et parfaitement frais. S'ad. rue Dupuis-Béranger, 5, près du Temple.